

LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS  
ETIENNE VERHOEYEN

**LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS  
«Marc» (1942-1944).  
1ère PARTIE.**

Dans l'ensemble de l'étude historique de la résistance belge, celle des services de renseignements et d'action (SRA) n'en est qu'à ses débuts. Le travail entamé par feu Jean Dujardin a dû être arrêté prématurément. Il a cependant accompli une besogne de pionnier en se servant essentiellement, l'un des premiers, des archives des services mêmes, alors qu'auparavant l'historiographie de la résistance se faisait le plus souvent sous forme de mémoires ou de travaux d'hommage<sup>1</sup>.

Au terme de son étude sur le service *Luc*, Jean Dujardin avait exprimé l'intention d'écrire l'histoire de la seconde phase du même service, connu sous la dénomination de *Marc*. Le présent article constitue cette suite annoncée.

Dans la première partie de cette étude, nous présenterons d'abord une brève récapitulation de l'historique du service jusqu'au printemps 1942. Nous suivrons ensuite les développements ultérieurs à partir de l'arrivée de Max Londot, parachuté en juin 1942, ainsi que la structure et le fonctionnement du service. Dans la seconde partie, qui paraîtra dans une prochaine livraison des *Cahiers*, nous examinerons la nature des renseignements recueillis, le mécanisme de leur acheminement vers Londres et les liaisons radio-télégraphiques avec la Grande-Bretagne. Dans un dernier chapitre, nous exposerons dans quelle mesure et de quelle façon le service a été financé par la Sûreté de l'Etat à Londres.

Pour l'historien, le service *Marc* se distingue des autres SRA par l'abondance de documents disponibles. Une grande partie de ces documents (notamment 60 courriers de renseignements envoyés à Londres entre le 5 mai 1943 et le 19 juin 1944) se trouvent au Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale.

---

1 Les études de J. Dujardin ont été publiées dans les *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*. La première concerne les rapports entre le service de renseignements *Mill* et le *Mouvement National Belge* (n° 2, octobre 1972). La seconde, qui nous intéresse plus spécialement, traite de l'histoire du service *Luc* entre 1940 et la mi-1942 (n° 6, octobre 1980).

Les archives du service ont été mises à la disposition du Centre par l'Union des Services de Renseignements et d'Action avec l'accord du chef de service, M. Max Londot. Sauf autre indication, tous les documents utilisés pour la rédaction de cette étude proviennent de ce fonds auquel il sera référé sous l'abréviation LM.

Soulignons enfin que cette étude a été réalisée avec l'aide de l'Union des Services de Renseignements et d'Action.

*Luc-Marc* est un «grand» service, non seulement par la valeur qui lui a été reconnue par le gouvernement belge et par les alliés, mais encore par le nombre de ses agents: plus de 5.000. Etant donné ce grand nombre d'agents, on comprendra qu'il n'est pas possible de les citer tous dans une étude d'ensemble ou de faire état de l'activité de tous. Cela ne veut dire en aucune façon que le travail des agents de base et des auxiliaires n'a pas été de grande importance. Bien au contraire: si le service «marche», c'est en grande partie grâce à eux. Dans un entretien accordé à Jean Dujardin, Max Londot, chef du service d'octobre 1942 jusqu'à la libération, a souligné à juste titre que la réussite de *Marc* a été le résultat d'un travail d'équipe. Londot était, disait-il, «le ciment entre les cailloux qui formaient eux-mêmes l'édifice. Il faudra donc penser, dans la mesure du possible, à tous les cailloux qui ne jouent parfois pas de rôle vraiment actif mais souvent dangereux»<sup>2</sup>.

De la description du fonctionnement du service devrait se dégager un tableau d'ensemble tel qu'on peut le reconstituer à partir des archives disponibles. Ce tableau n'était évidemment pas connu à l'époque par les agents, pour des raisons de sécurité évidentes. Soulignons que, même si nous avons essayé de retracer ce tableau aussi fidèlement que possible, des omissions et des inexactitudes sont presque inévitables, et que de plus cette vue d'ensemble d'un service est, par la force des choses, plus statique que la vie du service même qui évolue comme un organisme vivant. Une image de synthèse n'est possible qu'en schématisant l'événement, et en le situant dans un contexte qui déborde souvent le cadre du service.

L'activité de *Luc-Marc* a consisté essentiellement dans le rassemblement et la transmission de renseignements militaires aux alliés. Cependant - et quoique les renseignements transmis constituent l'objet même de l'activité du service - le contenu des courriers transmis ne sera pas l'objet essentiel de cette étude. Il ne faut en effet pas oublier qu'un courrier partait en principe chaque semaine, et que chaque courrier comptait, certainement à partir de fin 1942, plusieurs centaines de pages.

2 Entretien Max Londot-Jean Dujardin, 28/1/1984.

Il est dès lors impossible de même résumer leur contenu. Par contre, les objets principaux de l'observation des agents seront indiqués.

Etant donné qu'une grande partie de cette étude sera consacrée aux liaisons du service avec «Londres», il est utile de définir plus exactement ce vocable. Chaque service de renseignements qui transmet à Londres y possède en réalité deux correspondants qui travaillent la main dans la main. Il y a d'une part le *Belgian desk*, la section Belgique du *Secret Intelligence Service* (SIS) que dirige le capitaine (major à partir de début 1942) Page. C'est le SIS qui reçoit et exploite, au profit des états-majors alliés, les renseignements militaires transmis, qui forme les agents envoyés en mission, qui leur fournit un code et par conséquent décode les messages codés arrivant du terrain, qui dresse les questionnaires adressés aux services et qui leur donne conseils et instructions. Le second correspondant de l'autre côté de la Manche est la Sûreté de l'Etat belge, plus particulièrement sa section Renseignements, dirigée à partir de mai 1941 par le lieutenant (plus tard capitaine) Jean Nicodème. La Sûreté de l'Etat dépend organiquement du ministère belge de la Justice. Elle est dirigée par un Administrateur a.i., le magistrat Fernand Lepage, nommé en novembre 1940. Elle est le destinataire direct des rapports, non codés en code britannique, et reçoit, de la part du SIS, les messages et rapports envoyés par les services après décodage. Entre ces deux correspondants à Londres (l'entité «Londres» est désignée par le nom de *Maud* dans la plupart des documents), la collaboration est complète. S'il est vrai que l'armée britannique et plus tard l'état-major interallié sont les destinataires ultimes de la plupart des renseignements, il ne faut pas en déduire pour autant que la Sûreté de l'Etat agit en tant que son subordonné. Les candidats pour des missions spéciales sont choisis de commun accord, leurs ordres de mission sont conçus conjointement par le SIS et la Sûreté, ainsi que les instructions aux services. Toutefois, dans certains cas spécifiques, le SIS se réserve le droit de prendre des décisions unilatérales, notamment en matière de sécurité.

Les liaisons entre «le terrain» (la Belgique occupée) et Londres se font soit directement par radio, soit indirectement par la voie terrestre. Si la première présente des dangers et des difficultés, c'est surtout la seconde qui a suscité une multitude de problèmes. En effet, les rapports partant de Belgique sont transportés par des porteurs (appelés «courriers») à travers la France jusqu'en Espagne. En France, les courriers doivent franchir clandestinement la «ligne rouge» de la Somme et la ligne de démarcation jusqu'en France non occupée, où la Sûreté a établi depuis fin 1941 un «poste central». Celui-ci se chargera de transmettre les rapports, toujours par porteurs, soit à Barcelone soit à Marseille. De Barcelone, ils sont acheminés par les soins des services britanniques ou belges jusque Lisbonne, d'où ils partent en avion à Londres. Ceux qui arrivent à Marseille sont, jusque début 1943, acheminés par bateau à Lisbonne.

Pendant un certain temps, il a été possible de transmettre les rapports directement de Vichy à Londres par avion (via la Suisse) grâce aux bons offices des services diplomatiques américains, mais cette possibilité a disparu en novembre 1942. On imagine dès lors les énormes problèmes qu'a suscités l'évacuation du courrier par la voie terrestre. Aussi bien en France occupée que dans la zone non occupée, administrée par le gouvernement de Vichy, le risque d'arrestation est constant, surtout au passage de la ligne de démarcation. Ce risque augmente encore à partir de novembre 1942 avec l'occupation totale de la France. En Espagne, pays neutre où l'activité du contre-espionnage allemand est considérable, une extrême prudence s'impose. La Sûreté de l'Etat y dispose de plusieurs «antennes» clandestines, notamment à Barcelone et à Saint-Sebastien, travaillant souvent sous couverture diplomatique, ce qui, dans un pays neutre dont le régime penche plutôt vers l'Allemagne, nécessite des précautions supplémentaires. Afin de contourner ces obstacles, des opérations de ramassage du courrier par avion (*mail pick-up*) ont été montées en France, mais à partir de début 1944 seulement.

Les problèmes complexes posés par la transmission terrestre et les solutions y apportées par les services belges et anglais mériteraient à eux seuls une étude approfondie<sup>3</sup>. Il ne peut en être question dans cette étude consacrée à un seul service, mais il sera inévitable d'évoquer ces problèmes dans leurs grandes lignes, puisque *Luc-Marc* a également utilisé la voie terrestre.

Etant donné que le service *Marc* est la continuation du service *Luc*, il m'a paru nécessaire pour la bonne compréhension de résumer d'abord l'étude de J. Dujardin sur le premier stade du service. Ce résumé sera complété, à la lumière de nouvelles recherches, par quelques données sur le champ de recrutement du service, sur l'activité de sabotage et sur le service «courriers».

## 1. LE SERVICE *LUC*: BREF RAPPEL

### Création

Comme la plupart des services de renseignements qui ont fonctionné en Belgique occupée, le service *Luc* est une création spontanée d'hommes «du terrain». Leurs noms sont connus: Georges Leclercq, grand invalide de la guerre 1914-1918 et fonctionnaire à la Direction Générale des Cultes au ministère de la Justice, dont un fils est tombé pendant la campagne de

3 Une première étude de synthèse à ce sujet a été publiée par Jean FOSTY, «Les réseaux belges en France», dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 2, 1972.

mai 1940; André Cauvin, avocat et cinéaste, et Henri Bernard, capitaine-commandant du Génie et chargé de cours à l'École de Guerre. Il importe de souligner le milieu social des fondateurs. Le milieu de la Justice (ministère et Palais), celui de l'ERM et le milieu militaire en général fourniront en effet un nombre important des premiers agents de *Luc*. Quand Bernard revient le 30 septembre 1940 de France, où il a été attaché au cabinet du ministre de la Défense nationale, un embryon de ce qui deviendra le service *Luc* est déjà en place<sup>4</sup>. Ce noyau se rattache essentiellement au milieu de la Justice. En effet, dès l'été 1940 est formé au sein de ce département un groupe qui se destine à la résistance, le «groupe des 25». En font partie, Georges Leclercq, son chef hiérarchique Edouard Pomba, les concierges Théophile Vansteenbeeck et Léopold Evrard, André Broze, directeur aux Identifications Judiciaires à la Sûreté Publique, et une vingtaine d'autres fonctionnaires. C'est dans ce groupe que Leclercq a puisé les premiers agents de *Luc* dont la création date de septembre 1940<sup>5</sup>. Le rôle de Broze y est, du moins au début, assez important: c'est lui qui met Leclercq en rapport avec Cauvin, qu'il connaît dès avant la guerre, et c'est encore lui qui cherche la première voie d'évacuation du courrier, comme nous le verrons plus loin<sup>6</sup>.

En dehors du ministère de la Justice, mais toujours dans le même milieu, il convient de signaler un certain nombre de magistrats qui ont eu une grande part dans le service *Luc*. Ce sera le groupe VN/P, dans lequel on retrouve Marcel Paulsen, juge de première instance à Bruxelles, et surtout Jules Richard, substitut du procureur du Roi à Bruxelles, qui aura

- 
- 4 Avant de rentrer, Bernard a rencontré à Villeneuve-sur-Lot le lieutenant de réserve Georges de Henau. Celui-ci a été envoyé en mission de Londres via Lisbonne par l'attaché militaire belge, le colonel Wouters, et par le *War Office*. De Henau quitte Lisbonne le 11 septembre 1940; de là il se rend en France non occupée. Il est chargé d'une double mission qui ne lui a été communiquée qu'oralement: il doit encourager les militaires belges restés en France à rejoindre les forces armées belges en formation en Grande-Bretagne, et essayer d'en trouver d'autres qui accepteraient de faire du renseignement militaire en Belgique occupée. Bernard accepte avec enthousiasme la seconde proposition de G. de Henau. Voir: H. BERNARD, *Août 1940-avril 1942*, inédit, 1983, p. 7, Archives UFAS (avec des remerciements au colonel V. Marquet).
- 5 Rapport d'activité d'Edouard Pomba, 14/3/1945. Pomba situe son recrutement le 5 septembre 1940. Selon son rapport, il est «secrétaire et conseiller» de Leclercq jusqu'au début 1942 (LM, n° 18).
- 6 Dans des attestations d'après-guerre, Bernard et Cauvin ont souligné l'importance de Broze dans la création du service. Selon Bernard, Broze était un des conseillers les plus influents de Leclercq, «en quelque sorte le directeur politique du service». Selon Cauvin, Broze aurait même été «responsable de la création du service *Luc*». Si cela peut paraître exagéré, il est toutefois certain que dès le début Leclercq a été conseillé et entouré par des supérieurs qui jugeaient devoir rester dans l'ombre. Broze faisait partie du conseil de direction à partir de septembre 1940 et il a dirigé une sous-section d'une dizaine d'agents, dont Florent Verhulst, inspecteur à la Sûreté Publique. Broze a cessé ses activités pour *Luc* lors du départ de Leclercq pour la Grande-Bretagne début 1942, mais il a continué une activité dans la presse clandestine. LM, n° 12.

une position importante comme conseiller de Leclercq et de ses successeurs.

Il va de soi qu'un service de renseignements n'est rien sans agents, puisque ce sont eux qui, en première instance, fournissent les renseignements jugés utiles pour les Alliés. Le nombre de ceux qui ont travaillé dans le service *Luc* proprement dit n'est pas connu exactement. Henri Bernard a estimé ce nombre à à peu près mille <sup>7</sup>. A Londres, en juin 1942, Leclercq parle de 1.500 agents <sup>8</sup>. Ces chiffres dépassent largement la réalité: on peut conclure tout au plus à environ 400 agents (voir: Annexe I). Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas dans tous les cas d'agents à temps plein, et il serait faux de se les imaginer comme vivant tous dans la clandestinité. Cette «armée de l'ombre», ainsi qu'on aime désigner les SRA, est constituée par des hommes et des femmes, jeunes et plus âgés, qui sont recrutés par tel ami, telle connaissance, tel collègue et qui, chacun à leur endroit de travail ou de résidence, essayent de glaner des renseignements qui peuvent intéresser «Londres», centre magique du monde pour ceux qui, en ce début de la guerre, refusent de croire à l'asservissement au régime hitlérien et qui veulent contribuer à le «bouter dehors», selon une expression fort en usage à l'époque.

Fin 1941, *Luc* dispose en tout cas de sections à Louvain, Liège, Verviers, dans le Hainaut, dans le Luxembourg, à Anvers, dans les Flandres, à Hasselt, et bien entendu à Bruxelles, où est installée la direction des trois *Luc* (Leclercq, Cauvin, Bernard). Ceux-ci participent activement au recrutement. C'est ainsi que Bernard apporte des amis du milieu militaire (à Anvers, dans le Hainaut, dans le Luxembourg) et notamment des élèves de l'ERM, dont un certain nombre auront une part importante dans la transmission du courrier en France. *Luc* recrute aussi dans le monde ecclésiastique: l'abbé Froidure, connu par les «Stations de Plein Air» (où le fils de Leclercq avait été moniteur), le père dominicain Daniel Duesberg dans le Hainaut. En avril 1941, le service *Cone*, créé par Raoul Derivière sous la couverture d'une «Amicale d'Enfants d'Anciens Combattants» est intégré dans le service, et au cours de l'été 1941, *Luc* parvient à rattrapper certaines rescapés du service *Martiny-Daumerie*, sauté en mai 1941.

A ce stade du début, *Luc* est un service qui s'occupe de tout: renseignements militaires, politiques, administratifs, confection de «listes

7 H. BERNARD, *op.cit.*, p. 13.

8 Rapport de Leclercq à la Sûreté de l'Etat, 24/6/1942 (LM, n° 3).

noires» de collaborateurs, interception du courrier de ceux-ci, évasion, tentatives de sabotage, voire d'attentats politiques<sup>9</sup>.

#### Transmission du courrier

On le sent: c'est un service qui en est encore à chercher son chemin. Et en premier lieu le chemin de Londres. C'est le cas de tous les services qui ont été créés sur le terrain et même pour celui qui a été, avant l'invasion allemande, en contact avec des représentants de l'*Intelligence Service*, le service *Clarence*. Il en est de même pour le gouvernement belge en exil à Londres mais en sens inverse. En novembre 1940, celui-ci crée de toutes pièces une administration de la Sûreté de l'Etat qui, elle aussi, devra chercher son chemin dans la reprise de contact avec le pays occupé. Le premier délégué de la Sûreté arrivera en Belgique en juillet 1941 et contactera, entre autres, les dirigeants de *Luc*. Mais ceux-ci n'ont pas attendu son arrivée pour essayer de remédier à ce manque de contact.

Tant que le service ne disposera pas d'un poste émetteur avec opérateur - ce qui ne sera pas le cas avant la mi-1942 -, la voie terrestre sera le seul moyen d'évacuer le courrier. Cet aspect de la vie d'un service mérite qu'on s'y arrête un peu plus longuement, pour plusieurs raisons. La première est que la voie terrestre a été utilisée pendant toute l'occupation, parallèlement à et en complément au trafic radiotélégraphique. La seconde - et elle n'est pas la moins importante - est que l'étude du mode de transmission via la France par *Luc-Marc* est en quelque sorte exemplaire pour la quasi-totalité des services de renseignements belges. Cet exposé revêt par conséquent un intérêt général.

La première tentative de transmettre du courrier à «Londres» de la part de *Luc* se situe fin 1940. La démarche est faite par André Broze. En juillet 1940, il a rencontré à Montpellier une de ses connaissances d'avant-guerre, dont les attaches avec le «Deuxième Bureau» français lui étaient connues<sup>10</sup>. Il s'agit de Maurice Simon, directeur des ventes chez *His Master's Voice* à Bruxelles, et qui a été déposé le 18 juin 1940 par un navire britannique au Verdon, dans l'embouchure de la Gironde en France. Simon est en effet le premier Belge qui est envoyé en mission par un service britannique, ce qu'il ne cache pas à Broze. Quoique les documents

9 *Luc* n'est pas le seul service à pratiquer ce «mélange» presque inévitable. Le service de renseignements *Zéro* s'occupe également d'évasion, de petits sabotages, et la *Libre Belgique* clandestine fut solidement ancrée dans le «milieu *Zéro*». Le service *Martiny-Daumerie* pratiquait à la fois le renseignement et l'évasion, mais d'une façon fort cloisonnée.

10 Note de A. Broze, 14/10/1946 (LM, n° 12).

sur sa mission ne manquent pas, elle est loin d'être claire<sup>11</sup>. Rentré à Bruxelles en octobre 1940, Simon renoue le contact avec Broze, qui le met en rapport avec Cauvin, croyant que Simon pourrait évacuer le courrier. En réalité, Simon ne dispose d'aucun moyen de communication avec Londres, ni poste radio, ni voie d'acheminement, de sorte que cette tentative s'est avérée vaine. Selon l'historique du service *Luc* dressé par la Sûreté de l'Etat, une autre tentative aurait eu lieu à la même époque via la ligne *Tulipe*, également sans résultat<sup>12</sup>.

- 
- 11 Maurice Simon, né en 1903, aurait travaillé avant l'invasion pour l'ambassade britannique à Bruxelles. A la même époque, il était en rapport avec Marc Fluhr, secrétaire général de l'Ecole Française à Anderlecht et agent du «Deuxième Bureau» français. Fin mai 1940, Simon s'embarque à Boulogne pour l'Angleterre. Par l'entremise d'un de ses anciens patrons à Bruxelles, T.G. Harman (qui travaillera plus tard au *Political Warfare Executive*), il est présenté à des responsables d'un service secret anglais. Il s'agit probablement d'un service de propagande créé en 1938, connu sous le nom *Electra House*, dépendant du *Foreign Office*, et opérant en été 1940 en coopération avec la «Section D» de l'*Intelligence Service*, section qui sera en partie à la base du futur *Special Operations Executive*. Selon un document anglais du 11/5/1944, Simon avait une triple mission: obtenir des renseignements sur des documents administratifs nécessaires pour la Belgique et pouvant servir à d'autres agents, examiner la possibilité de faire paraître des journaux clandestins en Belgique, et contacter «un ancien chef du Deuxième Bureau français» (Fluhr probablement). Simon serait réembarqué par une vedette anglaise sur la plage de La Panne dans la nuit du 17 au 18 août 1940, ou, à défaut, le 17 septembre. Mais il n'était à aucun de ces deux rendez-vous. Arrêté par la police française dès son arrivée au Verdon, il fut libéré en se référant à Fluhr. Par la suite, il accepta une mission pour les services de renseignements de l'Armée de l'Air française (SR Air 40). Le rôle de Simon semble assez trouble: arrêté en juillet 1941, il fut assez vite libéré, ayant accepté ou ayant fait semblant d'accepter de travailler pour les Allemands. Il retourna en Grande-Bretagne en août 1942 et y fut attaché au *Political Intelligence Department* (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 53).
- 12 *Tulipe*, faux nom de Joseph Degreef, fut déposé le 23 juin 1940 sur la côte belge par une vedette anglaise, en compagnie de deux agents (Edgard Daune et Jacques Thibau). Ces deux derniers étaient envoyés par l'*Intelligence Service*, Degreef par un «bureau franco-anglais». Il s'agissait d'une simple mission de reconnaissance, puisque les agents devaient être réembarqués le 25 juin 1940. Ce réembarquement n'eut pas lieu. Degreef, né en 1896, aurait fait du renseignement en 1914-18 et aurait été recruté en 1939 par l'ambassade britannique. Avec Daune et Thibau, il noua des contacts à Bruxelles avec plusieurs agents du service *Tegal*. Degreef se déplaçait beaucoup, notamment en Suisse et à Vichy, où il se serait recommandé d'«un officier belge nommé Bernard». Il s'agit probablement de Henri Bernard, un des trois «*Luc*». Degreef, n'ayant pas le moyen de communiquer avec Londres et ayant un comportement suspect, fut écarté de *Tegal* début 1942. Il fut arrêté en août 1942. Dix-sept agents de son groupe, y compris lui-même, furent exécutés en octobre 1943 au Tir National (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 45).

## Liaison Luc-Benoit

Début 1941, une solution du problème courrier s'offre à *Luc*. En effet, le 20 février 1941 arrive chez Henri Bernard le lieutenant Pierre Hauman<sup>13</sup>. Il se présente en émissaire du commandant Hervé Doyen, qui, en France non occupée, s'efforce de mettre sur pied une ligne d'évasion et un service de renseignements, avec la complicité du «Deuxième Bureau» français. Le service que dirige Doyen est connu sous le nom de *Benoit*. Dans les mois qui suivent, d'autres émissaires de Doyen et du «Deuxième Bureau» se présentent: André Bauman (*Hiboux*) en mars, le capitaine d'aviation Max Guisgand, le sous-lieutenant d'aviation Raymond Jamar à la même époque. Dans l'autre sens, *Luc* envoie également des courriers en France, à Montpellier ou à Limoux: Jacques Baert, l'élève pilote Jean Dieudonné et Gustave Martens<sup>14</sup>. Le lien entre *Benoit* et *Luc* est encore resserré en mai 1941 par l'arrivée auprès de Doyen du commandant Constant Van de Vloet, agent de *Luc* et avant guerre attaché militaire adjoint à Paris. Van de Vloet deviendra l'adjoint de Doyen jusqu'à son départ en Grande-Bretagne début 1942<sup>15</sup>. Au printemps 1941, *Luc* est donc le principal correspondant de *Benoit* en Belgique. A la même époque, certains renseignements sont également transmis au service *Zéro*, avec lequel Cauvin est en contact.

La position de Doyen est, aux yeux de Londres du moins, quelque peu ambiguë. D'une part, il a offert au gouvernement belge d'organiser des passages de Belges désirant rejoindre les forces armées en Grande-Bretagne. Cette offre est faite par l'entremise du lieutenant Vincent Gevers, qui arrive à Londres tout au début de 1941. Etant donné qu'il a participé aux premiers efforts pour établir des lignes de passage<sup>16</sup>, Gevers est renvoyé à Lisbonne à la mi-février 1941 avec mission «de lier les différentes bonnes volontés existant en France (Doyen) et en Espagne

13 Pierre Hauman, né à Buzeu en Roumanie en 1911, fut affecté en août 1940 au Service de Dépôts du Matériel Belge en France. Il est probable qu'il y a rencontré H. Bernard. En février 1941, il entre en contact avec des officiers du «Deuxième Bureau» français, pour le compte desquels il remonte en Belgique et forme un réseau de renseignements qu'il dirigera sous le nom de *Tégal*. Ses renseignements sont également remis au cdt. Doyen (service *Benoit*). Hauman fait plusieurs voyages clandestins aller-retour en Belgique, où il s'installe définitivement en août 1942. Arrêté par la *Geheime Feldpolizei* le 29/9/1943, il est libéré par les troupes alliées le 3/9/1944. Par la suite et jusqu'à la fin de la guerre, il accomplit plusieurs missions pour les services de renseignements américains, d'accord avec la Sûreté de l'Etat (*Curriculum vitae* de P. Hauman, s.d., Archives UFAS).

14 Gustave Martens, électricien né en 1913, est un agent direct de Leclercq. Il a été prisonnier de guerre jusqu'en janvier 1941. Pour le compte de *Luc*, il entreprend plusieurs voyages à Limoux chez Doyen. Arrêté le 30/11/1941 à la ligne de démarcation, il sera fusillé le 13/3/1944 (LM, n° 8).

15 A Londres, le cdt. Van de Vloet occupera une fonction à la Sûreté de l'Etat.

16 Voir note 4.

(Polchet) avec l'antenne du Portugal»<sup>17</sup>. A cet effet, Doyen envoie à Barcelone le lieutenant Pierre Schul. A noter qu'à ce moment, il n'est pas encore question de transmettre des renseignements. D'autre part, le gouvernement belge, notamment par des déclarations d'officiers belges faites à Londres, sait que Doyen s'occupe de renseignements qu'il transmet au «Deuxième Bureau» français, qui de ce fait couvre son activité en France. Toutefois, tout au début de juin 1941 arrivent à Londres les premiers renseignements transmis par Doyen à l'antenne de la Sûreté à Lisbonne. Mais Londres voit d'un mauvais oeil les liens de Doyen avec le «Deuxième Bureau» français, auquel il transmet la totalité des renseignements qu'il reçoit (donc aussi ceux en provenance de *Luc*), alors qu'il trie ceux qu'il envoie à Londres et qu'en plus il les expédie sous le seul nom de *Benoit*, obscurcissant ainsi les sources véritables et gonflant son importance<sup>18</sup>. Or, le gouvernement belge désire qu'un lien *direct* soit établi entre Londres et les services dont il connaît l'existence en Belgique. C'est une des raisons pour lesquelles la Sûreté, d'accord avec les services britanniques, envoie un premier délégué: le capitaine de réserve Pierre Vanderbies (*Dewinde*), parachuté seul en France non occupée le 13 juin 1941<sup>19</sup>. Vanderbies est chargé, entre autres choses, de la coordination des services existants et, éventuellement, du remaniement de leur fonctionnement. Son ordre de mission ne le dit pas explicitement, mais il n'est pas douteux que dans l'esprit de la Sûreté il s'agissait de «contourner» le Deuxième Bureau et Doyen, dont on ne veut pas se défaire tout à fait, d'abord parce qu'il a tout de même un certain rendement et surtout parce que son service constitue un excellent camouflage pour les

17 *L'année 1941*, 2/4/1942 (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 135). Cette note du capitaine Nicodème, responsable de la section Renseignements à la Sûreté de l'Etat, est d'une importance capitale pour la bonne compréhension des difficultés rencontrées par la Sûreté en 1941, notamment en rapport avec Doyen.

18 Il ne s'agit pas, ici, de juger de la valeur du travail accompli par le service *Benoit*, puisque son histoire reste à écrire, y compris celle de ses rétroactes qui remontent aux premières tentatives de rétablir la liaison dès novembre 1940. Toujours est-il que Londres se méfiait de Doyen pour les raisons indiquées. Nous savons maintenant qu'un grand nombre de collaborateurs des services de renseignements français (désignés inadéquatement par la notion «Deuxième Bureau»), tout en dépendant formellement de l'administration de Vichy, travaillaient en secret pour la cause alliée. Mais en 1941, il était sans doute difficile de percevoir ces nuances. De plus, les correspondants belges de Doyen croyaient sincèrement que par lui tous leurs renseignements seraient transmis à Londres, ce qui n'était pas toujours le cas. Pour *Benoit*, voir: *Pap. W. Ugeux*, n°s 219-226.

19 Pierre Vanderbies, né en 1901, est ingénieur et officier de réserve de l'aéronautique. C'est d'ailleurs par le service *Martiny-Daumerie*, dirigé par deux fonctionnaires de l'Aéronautique civile, et via des patriotes français de Roubaix, qu'il est parti en Angleterre en janvier 1941. Il y arrive en mai 1941. Au terme de sa mission de 1941, il rentre à Londres où il remplit une fonction à la Sûreté de l'Etat, jusqu'à son second départ en novembre 1942 pour une mission d'inspection des services belges en France et en Belgique. Fin 1943, il accepte une troisième mission en Suède (pour ses diverses missions, voir: *Pap. W. Ugeux*, n°s 234-238, 280-284).

activités que la Sûreté veut déployer en France parallèlement à celles de Benoit<sup>20</sup>.

Fin juillet-début août 1941, Vanderemies rencontre les chefs de Luc à Bruxelles. Il leur propose une nouvelle voie d'évacuation du courrier. Celui-ci pourra désormais passer par Roubaix, où Vanderemies a accroché le groupe autour de Joseph Dubar (*Jean de Roubaix*), dont le mérite pour les services belges est inestimable<sup>21</sup>. Dubar ou un de ses agents transportera le courrier jusque Lyon ou Montpellier. A Lyon, il sera pris en charge par les services diplomatiques américains qui l'enverront via Berne en avion. De Montpellier il sera évacué jusque Barcelone, où il rejoindra la valise diplomatique britannique<sup>22</sup>. Luc accepte en principe cette proposition, heureux d'enfin entrer directement en contact avec un délégué de Londres. Mais un voyage inopiné de Doyen en Belgique en octobre 1941 vient de nouveau jeter la confusion parmi les services belges. Il rencontre, entre autres, Leclercq et Cauvin. Doyen se présente comme mandaté par Pierre Bouriez (*Sabot*), le remplaçant permanent de Vanderemies sur le terrain (Bouriez a été parachuté le 3 octobre 1941). A qui faut-il obéir ? Qui est le véritable délégué de Londres : Vanderemies ou Doyen ? En attendant des instructions plus précises de Londres, Vanderemies, peu avant son départ pour l'Angleterre, remonte en Belgique et prend provisoirement les dispositions suivantes : Luc continuera à passer ses renseignements à Doyen, sauf quand le service jugera qu'ils ne doivent en aucun cas tomber aux mains du «Deuxième Bureau» français. Dans ce dernier cas, ils passeront par la voie Roubaix-Lyon ou Roubaix-Montpellier, où s'est installé Sabot.

20 Une note probablement rédigée pour J. Nicodème fin 1941 est plus explicite à ce sujet que le texte de l'ordre de mission de Vanderemies. L'auteur écrit que la mission de Vanderemies «s'avérait extrêmement délicate en ce sens qu'il s'agissait de nous dégager du 2e Bureau français» (CREHSGM, *Papiers Ugeux*, n° 135).

21 Sur Dubar, voir : Jean FOSTY, «Les réseaux belges en France», dans *op.cit.*, et du même auteur, *La guerre secrète des SRA*, Bruxelles, Ed. Collet, 1987, pp. 77-79.

22 A Lyon, deux fonctionnaires belges sont la cheville ouvrière de l'organisation. Pour le renseignement, il s'agit de Georges Oreel, employé au Consulat de Belgique. Il sera abattu par les Allemands en mai 1944. Pour l'évacuation de «colis» (agents brûlés et personnes voulant aller en Angleterre), Vanderemies a fait appel à Jacques Lagrange, attaché au Consulat général des Etats-Unis, chargé des intérêts belges. Lagrange échappera de justesse à l'arrestation en novembre 1942 et pourra se réfugier en Suisse. A Barcelone, l'antenne de la Sûreté est assurée par l'officier Pierre Schul (*Spirou, Christian*) et par son adjoint Hector Renard (*Antonio*). Soulignons aussi le rôle clandestin important joué par le consul général de Belgique à Barcelone, Marc Jottard (*Gaston*). Pour Lagrange et Oreel, voir : *Pap. W. Ugeux*, n° 303.

Départ des trois *Luc* - Leur succession

Les derniers mois de 1941 ne sont pas favorables au service *Luc*. Deux manœuvres du contre-espionnage allemand, montées l'une indépendamment de l'autre, vont mettre en danger les dirigeants de *Luc*. Ceux-ci, qui sont heureusement avertis, réussissent à échapper à l'arrestation et à gagner Londres<sup>23</sup>. A peu près au même moment, Doyen et ses principaux collaborateurs sont arrêtés par la Surveillance du Territoire française. Ils sont libérés le 10 décembre 1941. Si Doyen, fort de l'appui du «Deuxième Bureau» français, veut continuer, Londres a désormais pris une décision. Le 18 janvier 1942, l'Administrateur a.i. de la Sûreté de l'Etat ordonne à *Luc* d'éviter tout contact avec Doyen. Celui-ci sera rappelé à Londres. Il se soumettra, mais à contre-cœur.

Les trois *Luc* brûlés quittent la Belgique en décembre 1941 (Bernard) et janvier 1942 (Leclercq et Cauvin). Ces deux derniers sont confiés par William Ugeux, chef de *Zéro* à Jean de Roubaix, qui les accompagne jusqu'à la ligne de démarcation. De là, ils sont acheminés vers Lyon. Avant leur départ, Leclercq et Cauvin ont été cachés à Bruxelles, le premier chez Léopold Evrard, concierge du ministère de la Justice, le second par le substitut Richard et par quelqu'un qui ne fait que son entrée dans le service, l'ingénieur André Delvigne, dont il sera encore question<sup>24</sup>.

A Lyon, Leclercq et Cauvin rencontrent Pierre Bouriez (*Sabot*), qui sera dorénavant chargé de l'évacuation du courrier de *Luc*, et qui par ses fonctions de délégué permanent de la Sûreté et de coordinateur et «banquier» des services belges a un droit de regard sur ceux-ci. A Lyon se joint à eux Pierre Depreter, instituteur à Bruxelles et agent de *Luc* depuis début 1941. En septembre 1941, il a quitté le pays suite à l'arrestation de son épouse et de l'agent Marcel Jonckheere, dont il a reçu des renseignements, qu'il a transmis à Henri Bernard<sup>25</sup>. En France, il s'est joint à Doyen à Limoux. Il se trouve parmi les agents de Doyen qui ont été emprisonnés fin novembre 1941 et libérés peu après<sup>26</sup>. Fin janvier-début février 1942, il est décidé de commun accord entre Leclercq, Bouriez, Cauvin et Depreter que ce dernier assurera la succession de Leclercq en tant que chef du service. Puisqu'il porte l'indicatif VN/5, il sera

23 Pour des détails sur cet épisode, lié à l'arrestation de l'agent parachuté Jean Cassart en décembre 1941 et la manipulation par l'*Abwehr* du courrier Jamar, voir: J. DUJARDIN, «Le service *Luc*», dans *op.cit.*

24 Pour le départ de Leclercq et de Cauvin, voir: A. CAUVIN, *La liaison dangereuse*, Bruxelles, Ed. Collet, 1988.

25 *Anklageverfügung* en cause de P. Depreter, 31/12/1943 (LM, n° 54).

26 «Rapport du major Doyen sur l'arrestation par la Sûreté française des membres de son service et de lui-même», Londres, 29/4/1942 (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 225).

connu dans le service sous le nom de *Cinq*. Si la décision de remplacer Leclercq par Depreter se comprend, il est plus malaisé d'expliquer le choix de l'ingénieur Delvigne comme adjoint de Depreter. Ce choix causera de graves problèmes au service.

Jusque fin 1941, André Delvigne est un résistant isolé. Il est vrai qu'il est depuis avant mai 1940 en rapport avec le juge Paulsen, agent de *Luc*, mais il est certain que jusqu'au 15 décembre 1941 Delvigne ignore l'existence de ce service. Il s'est occupé essentiellement de l'évacuation vers la France de militaires anglais et français, de tentatives de sabotage (fabrication de pastilles au carborandum, utilisées avec succès dès mars 1941 sur des véhicules allemands) et occasionnellement de renseignements<sup>27</sup>. Or, le 15 décembre 1941, Delvigne se trouve chez le juge Paulsen lorsque le domestique de Cauvin vient annoncer que Cauvin et Leclercq ont dû se cacher suite à l'arrestation de Jean Cassart, agent de Londres avec lequel ils avaient rendez-vous le jour de son arrestation. Delvigne s'offre pour aller chercher les deux chefs de *Luc* et les conduire chez le substitut Richard. Par la suite, il héberge Cauvin durant les trois dernières semaines de son séjour en Belgique en janvier 1942. A cette occasion, Cauvin trouve que Delvigne, quoique correct et dévoué, ne fait pas preuve d'un désintéressement total<sup>28</sup>. D'autre part, Delvigne dispose de solides connaissances techniques et de beaucoup de relations.

Le 10 février 1942, Depreter remonte en Belgique. Contrairement aux instructions de Leclercq, il décide de partager la direction du service avec Delvigne<sup>29</sup>. Après une visite de Depreter à Bouriez en avril 1942, il est confirmé que Depreter s'occupera du secteur renseignements et Delvigne du secteur sabotage, comme convenu avec Leclercq. Mais le matériel de sabotage fait défaut, Depreter accepte que Delvigne «assurera pour 50 % la part de la direction dans le service de renseignements»<sup>30</sup>. Delvigne s'occupera, selon cette division du travail, du «Palais» (de Justice), de la magistrature et de la «ligne rouge», c'est-à-dire le contact avec les communistes (voir *infra*). Il sera connu dans le service sous le pseudonyme *Police* ou encore *Polis*.

#### Evacuation du courrier

Les lignes d'évacuation du courrier et de «colis» (personnes désirant s'évader ou agents brûlés) vers la France sont réorganisées suite à la

27 Rapport du liquidateur du service Luc sur l'activité de Delvigne, 31/5/1947 (LM, n° 59).

28 A. CAUVIN, *op.cit.*, pp. 92-93. Cette opinion, émise en 1988, est confirmée par le rapport du liquidateur du service Luc en 1947.

29 Lettre de Depreter à Bouriez, 6/5/1942 (LM, n° 60).

30 Voir note 29.

rupture avec le service *Benoit*. L'évacuation du courrier en France, cette fois vers *Sabot* exclusivement, est mise au point par Bouriez, Leclercq et Depreter fin janvier 1942: «Le courrier sera descendu chaque semaine par porteur directement de Bruxelles à Lyon; je verrai tous les samedis l'agent du *Cinq*; nous aurons ainsi contact continu direct et rapide entre nous»<sup>31</sup>. A cet effet, Depreter se met, sur le conseil de Leclercq et ce dès son retour en Belgique en février 1942, en rapport avec Eugène Dumon à Uccle (*Tom*). Dumon déploie depuis l'été 1940 une activité clandestine débordante. Lui-même, son épouse et ses deux filles Andrée et Micheline s'occupent de l'aide à des militaires anglais, dont certains seront évacués par la ligne *Comète*. Les Dumon sont en contact avec diverses personnes liées à la Croix-Rouge, avec les époux Jonckheere, qui à leur tour sont en rapport avec Pierre Depreter. D'autre part, Dumon s'entoure de quelques élèves de l'École Royale Militaire, qui semblent avoir été recrutés par Henri Bernard à la fois pour *Luc* et pour l'*Armée Belge Reconstituée*. C'est parmi ceux-ci que Dumon et Depreter trouveront ceux qui assureront la fonction de courrier international de Bruxelles à Lyon. Citons Jacques Liénard (*René*), Paul Lauwers (*Pol*, qui, lui, n'est pas élève à l'ERM), Raoul Vignoble (*Raisin*), Guillaume Puttemans et Georges Terlinden (qui ne transporte pas du courrier mais des «colis»). Liénard et Lauwers sont introduits auprès de Dumon par leur camarade de l'ERM Hubert Casin. Entre février 1942 et son arrestation en juillet 1942, Liénard fait entre 10 et 15 voyages aller-retour; c'est lui qui accompagne Depreter lorsque celui-ci se rend chez Bouriez en avril 1942<sup>32</sup>. Vignoble est arrêté en gare d'Aulnoye le 10 juin 1942 par la police française, qui le remettra aux Allemands. Il en est à son dixième voyage, et il est porteur de documents que le contre-espionnage allemand ne tardera pas à exploiter<sup>33</sup>.

Les courriers internationaux ne transportent pas que les rapports de renseignements que le service veut faire parvenir à Londres, mais aussi la correspondance échangée entre Bouriez et Depreter, ainsi que les fonds que Bouriez remet au service *Luc* sur instruction de Londres. Il est dès lors évident que leur rôle est des plus importants et des plus dangereux, puisqu'à chaque voyage ils doivent franchir clandestinement la ligne de démarcation en France. Bouriez et Depreter sont conscients de ce danger. L'un des deux courriers passe la ligne de démarcation sans les documents qu'il a emportés: avant le passage il les remet à un frontalier qui les lui restitue après le passage. L'autre courrier passe la ligne en possession de

31 Rapport *Sabot* n° 18 du 15/2/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 246).

32 Pour l'activité de la famille Dumon, voir: REMY, *Réseau Comète*, Paris, Librairie Académique Perrin, I, pp. 93 et suiv. La famille Dumon sera arrêtée en août 1942, sauf Micheline qui fera un travail remarquable dans la ligne *Comète*. Jacques Liénard, arrêté en juillet 1942 en France, s'évadera en 1943 et reprendra du service comme courrier international. A partir de juin 1944, il participera à des opérations de parachutage pour le service *Marc*.

33 Voir la déclaration de Otto Weil, *Sonderführer* de l'*Abwehr*, 1946 (LM, n° 83).

ses documents. C'est Bouriez qui signale cela à Londres dès avril 1942, et il ajoute: «Luc vient de s'entendre avec le 2e Bureau français. Il favorise en Belgique le passage de prisonniers évadés français moyennant quoi le 2e Bureau s'engage à couvrir ses deux agents pour ennuis éventuels en zone libre. Si le courrier était pris en zone libre, les agents demanderont l'avis du 2e Bureau et ils seront aussitôt libérés avec leur courrier intact»<sup>34</sup>. Etant donné que Vignoble a été arrêté en zone occupée, plus précisément dans la zone interdite du Nord sous l'autorité du général von Falkenhausen à Bruxelles, cet accord conclu avec le 2e Bureau français n'a pu jouer en sa faveur. Par précaution, la dénomination du service *Luc* sera changée en *Marc* à la suite de l'arrestation de Vignoble. Il semblerait toutefois que cette nouvelle dénomination était déjà dans l'air depuis un certain temps, à savoir depuis l'arrestation de Doyen et de Depreter en France fin 1941<sup>35</sup>. Elle n'a toutefois pas été appliquée à cette époque-là.

L'arrestation de Vignoble en juin et celle de Liénard et de Puttemans en juillet 1942 nécessitent la réorganisation du service courrier. Il est probable que Bouriez y a contribué. En effet, celui-ci dispose d'un adjoint, le lieutenant Jules Lacomblez (*Max*) qui dès le début de 1942 a fait plusieurs voyages en Belgique, notamment chez Depreter et Delvigne. De plus, en avril 1942, Bouriez a établi une «antenne» à Paris, destinée en premier lieu à rassembler des renseignements et qui sera appelée le «centre Delpa»<sup>36</sup>. Un agent de Bouriez, Willy de Quin (*Jean-Jacques*) est envoyé à Paris pour établir le contact avec René Delhaize, un oncle de Bouriez. En mai 1942, *Max* remonte en Belgique et demande à Depreter de mettre deux de ses agents à sa disposition.

Ces deux agents, Paul Gheude (*Serge*, et Paul Lauwers (*Pol*), arrivent à Paris en mai 1942. Le courrier de *Delpa* est évacué à Lyon via Chalon-sur-Saône, où il est réceptionné par Léon Bour. Or, c'est à partir d'août 1942 que le courrier de *Luc* est également remis à Bour<sup>37</sup>. Le but est d'éviter que les courriers de *Luc* doivent encore passer la ligne de démarcation; dorénavant Bour portera les plis à Lyon. La liaison entre Bruxelles et Chalon est assurée par Oscar Simon (*Simplet*), lui aussi élève à l'ERM. Mais cette ligne ne donne pas satisfaction. Après une visite de Gheude à Bruxelles en août 1942, Depreter décide que le courrier de *Luc*

34 Rapport de Sabot n° 32 du 20/4/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 246).

35 Lettre de Depreter à Bouriez, 6/5/1942 (LM, n° 60).

36 Le nom *Delpa* est formé par les premières syllabes de «Delhaize» et de «Paris». René Delhaize, futur président de la Confédération des entreprises belges en France, était un oncle de Bouriez, auquel il a apporté vraisemblablement un soutien logistique. La même combinaison de syllabes a été appliquée par Bouriez pour d'autres centres de renseignements qu'il a établis: *Delbo* (Bordeaux), *Delly* (Lyon).

37 Rapport de Sabot n° 50 du 13/8/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 246). Rapport de O. Simon, s.d. (1943) (LM, n° 67).

sera évacué par le Centre *Delpa* à Paris. De là, il sera acheminé sur Paray-le-Monial, avec destination finale Lyon. En effet, depuis mars 1942, le service *Luc* dispose d'un sous-secteur en France, dirigé par l'ingénieur Pierre Moreau, qui peut évacuer «colis» et courrier via Paray-le-Monial. Cette voie sera utilisée jusqu'à l'arrestation de Moreau en mars 1943, notamment par Jean Van Schuerbeek, dont le rôle ne s'est d'ailleurs pas limité à celui de courrier, ainsi que nous le verrons plus loin <sup>38</sup>.

Mais n'anticipons pas. Car l'évacuation du courrier n'est certes pas le seul problème auquel le service *Luc* doit faire face en 1942. Il y a celui de la liaison radiotélégraphique, qui ne sera résolu qu'en été 1942; il y a le fait que *Luc*, tout en étant un service de renseignements s'occupe également de sabotage, et il y a enfin une dispute qui éclate en mai 1942 entre Depreter et Delvigne, les deux chefs du service *Luc* par la volonté de Depreter.

### Sabotage

Commençons par l'activité de sabotage. Aux yeux de Georges Leclercq, son fondateur, le service *Luc* n'est pas qu'un service de renseignements. Lorsque Leclercq fait rapport à la Sûreté de l'Etat, il intitule son texte: «Rapport sur l'organisation *Luc* - Service de renseignements militaires, politiques, judiciaires, *Sabotage*, évacuation des Belges, Anglais et Français vers la Grande-Bretagne» <sup>39</sup>. Dans ce contexte, il faut souligner que le troisième *Luc*, Henri Bernard, officier d'active, a adhéré à l'*Armée Belge Reconstituée* (ABR), formation paramilitaire qui se destine à la résistance armée. De ce fait, certains agents recrutés par Bernard sont à la fois des *Luc* et membres de l'ABR, qui depuis le printemps 1941 a fusionné avec la *Légion Belge*. Ceci, et l'arrivée en Belgique, le 3 octobre 1941, du capitaine Jean Cassart donnera un certain essor aux velléités de sabotage de *Luc*. Cassart est en effet chargé par le *Special Operations Executive* britannique et les services belges de Londres de recenser les groupements paramilitaires et d'examiner les possibilités de sabotage. Le lendemain de son arrivée, Cassart prend contact avec Bernard, son camarade de promotion. Bernard le présente aussitôt à Leclercq et Cauvin (celui-ci héberge Cassart pendant un certain temps). Cassart remet 100.000 F à Leclercq ainsi que le matériel parachuté avec lui, e.a. des bombes altimétriques <sup>40</sup>. Le gros du matériel de sabotage réceptionné par Cassart et une équipe de *Luc* lors du

38 Rapport (d'après-guerre) de P. Moreau, s.d. (*Papiers W. Ugeux*, n° 164).

39 Rapport de G. Leclercq à l'Administrateur de la Sûreté de l'Etat, 24/6/1942 (LM, n° 3).

40 Rapport de liquidation du service *Luc*, 27/12/1946 (LM, n° 2).

parachutage du 8 novembre 1941 est également remis à *Luc*<sup>41</sup>. Par l'entremise de Bernard et de Leclercq, ce matériel est distribué à leurs groupes à Anvers, à Louvain, à Liège, dans le Hainaut et dans les Ardennes. Des actes de sabotage sont exécutés aux aérodromes de Deurne et de Gosselies, à l'atelier de chemin de fer de Ronet et dans la région de Mons<sup>42</sup>.

Or, Londres n'aime pas que soient mélangés renseignement et sabotage. Il exige au contraire un cloisonnement strict. Plusieurs raisons motivent cette exigence. La première tient à la nature même du travail accompli par ces services. L'activité de renseignement est guidée et contrôlée par le SIS, le sabotage par un autre organisme spécialement créé à cet effet en 1940, le *Special Operations Executive* (SOE). Bien que ces services collaborent dans une certaine mesure, notamment dans le domaine de la radio-transmission, il s'agit de deux organismes différents entre lesquels se manifestent d'ailleurs une certaine rivalité et des tensions assez fréquentes. Leurs intérêts sont en effet opposés. Le SIS a tout intérêt à ce qu'un réseau de renseignements fonctionne tout à fait dans l'ombre pour qu'il puisse avoir la vie longue et une activité fructueuse. Le SOE, en organisant ou en faisant organiser des actes de sabotage stimule l'action immédiate et peut, de ce fait, exposer ses troupes et parfois la population civile à la répression allemande (risque d'infiltration, arrestation, prise et parfois exécution d'otages). Tout cela en supposant que le renseignement et le sabotage soient du domaine de *différents* réseaux. Le SIS est d'autant plus opposé à ce que ces activités soient mélangées lorsqu'elles se manifestent dans le *même* réseau: le sabotage des uns peut en effet mettre en danger la recherche du renseignement des autres; des arrestations dans le secteur sabotage peuvent entraîner dans le secteur renseignement, sauf si le cloisonnement entre les deux secteurs est absolu. Plusieurs messages adressés par le SIS et la Sûreté à leurs réseaux belges, fin 1941-début 1942, font foi de ce souci. A titre d'exemple, voici un message envoyé à *Sabot*, mais destiné à *Luc* précisément: «Pour Luc de

41 Il s'agit de l'opération *Irradiate I* à Vaux-Chavanne, au cours de laquelle furent parachutés quatre containers en trois paquets contenant des explosifs, des armes, du matériel de sabotage et 500.000 FB (*Operations SOE/PWE/Sûreté pour la période 29.3.1941 au 31.12.1943, Papiers W. Ugeux, n° 47*). L'argent devait être remis au service *Luc* pour que celui-ci essaie de faire libérer de la prison de Saint-Gilles «un commandant belge et un major anglais» (câble de Londres à Cassart, 12/11/1941, Archives UFAS). Le «major anglais» est l'agent SIS Emmanuel Hobben, parachuté le 9/1/1941 et arrêté le 4/6/1941. Quant au «commandant belge», il s'agirait d'un certain Lejeune, qui n'a pu être identifié plus exactement. La tentative ne réussit pas, et l'argent fut remis à Cassart. Pour la mission Cassart, voir: LM, n° 33-49.

42 H. BERNARD, *op.cit.*, p. 30. Dans son rapport rédigé à Londres en juin 1942, G. Leclercq signale le sabotage de plusieurs trains allemands avec plusieurs dizaines de morts, 16 locomotives mises hors de service, plusieurs sabotages industriels et 7 avions détruits par altimètres (3 à Chièvres, 1 à Coxyde, 2 à Deurne). Seuls les résultats pour les avions sont signalés par Leclercq comme «contrôlés».

Lep et major stop Votre service renseignements rend service énorme stop  
Ordre formel pour sécurité vous et vos dévoués stop Rien à faire avec  
sabotage ni saboteurs (...) stop Les vrais patriotes nous servent au mieux  
en nous envoyant renseignements»<sup>43</sup>.

Or, à cette époque, le service *Luc* dispose toujours de groupes de sabotage, qui selon Depreter ont une activité insuffisante, faute de matériel<sup>44</sup>. On sait très peu de choses sur l'activité, fût-elle réduite, de ces groupes de sabotage. Il est certain que deux agents de *Luc*, Paul Gheude et Hubert Casin ont essayé, le 3 avril 1942, de faire sauter l'hôtel Plaza à Bruxelles, «où, d'après les renseignements de Luc, Goering devait passer la nuit. La charge d'explosifs est malheureusement découverte avant que la fusée n'ait pu brûler entièrement»<sup>45</sup>. L'incident est rapporté par la police allemande: «Les soupçons se portent contre un inconnu, âgé d'environ 25 ans. Les recherches entreprises jusqu'à présent sont demeurées vaines. L'engin était fabriqué au moyen d'éléments qu'on a trouvés au domicile de l'ingénieur Guilissen»<sup>46</sup>.

La référence à Jean Guilissen nécessite une parenthèse sur les rapports entre le service *Luc* et le milieu communiste, dont Guilissen faisait partie<sup>47</sup>. Le premier contact entre le service *Luc* et le milieu communiste semble s'être réalisé en automne 1941. En effet, en octobre 1941, Jean Cassart qui vient d'être parachuté, est introduit auprès de Paul Romedenne, chef de service aux usines Boël à La Louvière<sup>48</sup>. Par Romedenne, Cassart est mis en liaison avec «un groupement communiste du Hainaut», qui selon le rapport de mission de Cassart «ne reçut ni argent ni matériel». Mais il n'est pas exclu que du matériel de sabotage, remis par Cassart à Leclercq, lui ait été passé à l'insu de Cassart. En effet, fin

43 Cable de Londres à Sabot n° 51 du 6/5/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 241). «Lep» désigne l'Administrateur a.i. de la Sûreté de l'Etat, Fernand Lepage. «Major» désigne le major Page, responsable de la section belge du SIS.

44 Lettre de Depreter à Bouriez, 17/6/1942 (LM, n° 60).

45 Lettre de H. Casin à Bouriez, 6/5/1946 (LM, n° 67).

46 J.-L. CHARLES & Ph. DASNOY, *Les rapports secrets de la police allemande*, Bruxelles, 1972, t. I, p.15. Hubert Casin était né en 1916 (il a trouvé la mort dans un accident d'avion en 1947). Selon une lettre du père de Casin du 22/11/1947, c'est son fils qui a fabriqué et transporté la bombe à retardement.

47 Il fut arrêté en mars 1942 et fusillé le 9/5/1942. Guilissen était assistant à l'ULB et appartenait aux cadres qui furent parmi les fondateurs des Partisans. Il s'était spécialisé dans la fabrication d'explosifs et de bombes à retardement, dont deux furent utilisées lors d'un attentat à l'occasion du départ de Bruxelles d'un contingent de la Légion Wallonie en mars 1942.

48 Rapport de Mme Nicodème, s.d. C'est par Mme Nicodème que Cassart fut présenté à Romedenne. Le nom de Romedenne avait été donné à Cassart par Jean Nicodème, chef de la section Renseignements à la Sûreté de l'Etat à Londres, et qui était avant-guerre ingénieur chez Boël.

1941, un futur cadre des Partisans, Jean Roch, est mis en rapport avec Leclercq et reçoit de celui-ci des crayons détonateurs à retardement et des bombes altimétriques<sup>49</sup>. Or, Cassart a apporté du matériel de ce genre. C'est sans doute Roch et ses amis que Cassart veut désigner par le «groupement communiste du Hainaut», étant donné que Roch est originaire de La Louvière, où son père est échevin socialiste. Le père de Roch est d'ailleurs évacué par *Luc* lorsqu'il part en Grande-Bretagne. Dans le rapport remis par Leclercq à la Sûreté en juin 1942, il juge nécessaire d'attirer l'attention sur l'existence d'un lien entre *Luc* et des groupements communistes<sup>50</sup>. Après le départ de Leclercq, *Luc* a continué le contact avec les communistes: «la collaboration est parfaite pour le service de S (= Sabotage). N'attendons que le matériel»<sup>51</sup>. Ce matériel, nous le verrons plus loin, n'est jamais arrivé. Il est dès lors possible que, faute de matériel demandé à Londres, des groupes de sabotage de *Luc* se sont adressés à des communistes comme Jean Guilissen, qui fabriquent eux-mêmes des engins.

Nous ne possédons aucune indication précise sur la nature des renseignements qui auraient été transmis à *Luc* par sa «ligne rouge», ni sur l'identité des sources. Jean Roch semble connu de Cauvin<sup>52</sup> et Richard De Kriek, un ami de Cauvin, a été en rapport avec l'avocat communiste Bob Claessens, arrêté toutefois en juillet 1941. C'est De Kriek, arrêté le 28 février 1942, qui est considéré par Depreter comme le chef de la «ligne rouge», qui par la suite est reprise par Delvigne. Par les rapports de *Sabot*, Londres est au courant de l'existence de ces liens entre *Luc* et des communistes, et ne semble pas les désapprouver<sup>53</sup>.

Contradictoirement avec leur attitude générale vis-à-vis du sabotage, le SIS et la Sûreté ne désapprouvent pas l'existence, dans une même organisation en l'occurrence *Luc*, de groupes de renseignements et de groupes de sabotage. Mais ils exigent des «cloisons étanches» entre les deux secteurs<sup>54</sup>. A première vue, la direction de *Luc* s'est conformée à ce désir: «*Luc* m'écrit en date du 27/5/1942 que le service renseignement et le service sabotage sont deux services distincts. Une cloison étanche les sépare et en aucune façon il n'y a double emploi d'agents. Le service

49 Interview de J. Roch par J. Gotovitch, 1975 (CREHSGM).

50 Leclercq a rédigé un rapport spécial à ce sujet, qui n'a malheureusement pas été retrouvé.

51 Lettre de Depreter à Bouriez, 30/4/1942 (LM, n° 60).

52 Rapport de R. De Kriek sur l'activité de Cauvin, 29/10/1946 (LM, n° 14).

53 Les instructions spéciales remises à Max Londot une dizaine de jours avant son parachutage disent explicitement: «Si le réseau communiste avec lequel *Luc* est en contact possède un service de renseignements, il voudra bien continuer à se charger de l'évacuation de leur courrier».

54 Câble à *Sabot*, 8/5/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 241).

renseignement ne peut donc souffrir à cause du sabotage. (...) Le service sabotage demande d'urgence le matériel demandé, car actuellement il travaille avec des fournitures de fortune»<sup>55</sup>.

Ce matériel, maintes fois réclamé, n'est jamais arrivé. Une des raisons, sinon la principale, est la dispute qui éclate en mai 1942 entre Depreter et Delvigne. Nous avons vu qu'au départ de G. Leclercq, il avait été stipulé que Delvigne ferait fonction d'adjoint de Depreter et qu'il serait responsable du sabotage. Suite au mécontentement manifesté par Delvigne à ce sujet, Depreter lui avait cédé deux sources de renseignements. C'est dire que le renseignement et le sabotage ne sont pas aussi cloisonnés que l'affirme Depreter vis-à-vis de Bouriez. En mai 1942, Depreter est convaincu que Delvigne veut s'emparer de la direction du service. Malgré les bons offices de médiation de Bouriez, mis au courant du différend par Depreter, l'affaire se termine en dispute ouverte, suivie d'une rupture inévitable. Début juin 1942, Bouriez écrit à Londres: «Voici les changements qui seront appliqués sauf contre-ordre de votre part. *Police* a été pris en flagrant délit de plusieurs mensonges. Il a subtilisé des renseignements de la ligne *Luc* et les a remis à un service franco-américain. On ne peut donc avoir confiance en lui. Dans ces conditions, je laisse *Cinq* à sa place comme chef de la ligne *Luc*, mais en le plaçant sous l'autorité morale de Jules Richard, substitut qui était le fournisseur principal des renseignements administratifs pour le service *Luc*. (...) Je séparerai les deux antagonismes, diviserai leur fortune selon les besoins de chacun (...) et j'aiguillerais doucement *Police* vers une voie de garage, où il ne pourra plus nuire»<sup>56</sup>. Mais Londres ne se contente pas d'une voie de garage. En août 1942, Delvigne y est convoqué sous prétexte qu'un rôle important l'y attend. Par une série de circonstances imprévisibles, et bien qu'il ait prétendu le contraire, Delvigne n'est jamais arrivé à Londres.

Cet épisode ne signifie cependant pas la fin de l'activité de sabotage de *Luc-Marc*. Il est vrai qu'elle sera mise en veilleuse et que seules seront utilisées dans la suite les pastilles au carborandum, dont l'effet pour les carters des véhicules allemands s'avère désastreux. Etant donné que ces effets destructifs ne se font sentir qu'après un certain temps, il est quasi impossible pour la police allemande de repérer ceux qui les ont causés<sup>57</sup>. En réalité, à partir de la mi-1942, le service *Luc*, devenu *Marc* s'oriente

55 Rapport de *Sabot* n° 40 du 6/6/1942 (*Papiers W. Ugeux*, n° 246).

56 Voir note précédente.

57 Dans sa note de service à Londres du 4/11/1942, Max Londot écrit qu'il rappelle régulièrement à ses agents qu'il leur est interdit de faire partie de groupes de sabotage et de groupements paramilitaires. Il ajoute toutefois: «Le seul sabotage que nous nous permettons est l'emploi de pilules à base de carborandum pour le grippage des moteurs des autos et des camions de la *Wehrmacht* et des locomotives. Le procédé déroute assez l'ennemi» (LM, n° 78).